ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 8 mai 1996, d'une demande d'avis sur un projet de loi "relative aux clauses abusives dans les contrats conclus avec leurs clients par les titulaires de professions libérales", a donné le 1er juillet 1996 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 8 mei 1996 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "betreffende oneerlijke bedingen in overeenkomsten gesloten tussen titularissen van vrije beroepen en hun clienten", heeft op 1 juli 1996 het volgend advies gegeven :

Observation générale.

Comme l'indique l'exposé des motifs, le projet de loi a pour objet de prendre les mesures nécessaires à la mise en conformité de la législation nationale dans le domaine des activités libérales, avec la directive n° 93/13/CEE du Conseil du 5 avril 1993 concernant les clauses abusives dans les contrats conclus avec les consommateurs.

> "En ce qui concerne les professions relevant du commerce, de l'industrie et de l'artisanat, la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur contient déjà une réglementation des clauses abusives; la nécessité éventuelle d'adapter cette loi en fonction de la directive sera appréciée par le Ministre des Affaires économiques" (1).

Le projet se limite donc aux contrats conclus avec les titulaires de professions libérales et ne constitue qu'une transposition partielle de la directive précitée.

*

Examen du projet.

Intitulé.

Le texte néerlandais de l'intitulé devrait être rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

---

(1) Exposé des motifs p. 2.

Article 1er.

1. L'alinéa 1er de l'article doit être rédigé comme suit :

"Article 1er. La présente loi règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution, à l'exception des articles 6 et 12 qui règlent une matière visée à l'article 78 de la Constitution".

2. Il est proposé de rédiger le deuxième alinéa de la manière suivante :

"Elle met en oeuvre les principes de la directive du Conseil n° 93/13/CEE du 5 avril 1993 concernant les clauses abusives dans les contrats conclus avec les consommateurs, pour les relations contractuelles des titulaires de professions libérales avec leurs clients".

Article 2.

Il convient de compléter le 1° de l'article 2 du projet en précisant qu'il s'agit de "la loi du 18 mars 1965 sur le registre de l'artisanat" et de la "loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur".

Article 3.

1. A l'alinéa 1er du paragraphe 1er, il faut écrire : "... est interdite et nulle".

2. Il convient de supprimer dans le deuxième alinéa du paragraphe 1er de l'article 3 du projet, les termes "Pour le reste" qui sont inutiles.

3. Il convient de supprimer dans le premier alinéa du paragraphe 3, les termes "de ce fait" qui sont inutiles. Dans le deuxième alinéa du même paragraphe, les termes "malgré tout" doivent être supprimés.

4. Dans un souci d'uniformité avec la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur, il convient d'insérer dans le dispositif du projet, les clauses visées aux points 1 et 2 de l'annexe de celui-ci. Le paragraphe 4 de l'article 3 du projet pourrait être rédigé comme suit :

"Sont interdites et nulles, mêmes si elles ont été négociées, les clauses qui ont notamment pour objet ou pour effet :

1° ...
2° ...
3° ...
....
17°".

Pour les différentes clauses ainsi citées, il convient de remplacer les termes "professionnel" et "consommateur" par respectivement, les termes "titulaire d'une profession libérale" et "client".

Article 5.

L'article 5 du projet reproduit l'article 5 de la directive en omettant toutefois une précision. En effet, l'article 5 de la directive prévoit qu'en cas de doute sur le sens d'une clause, l'interprétation la plus favorable au consommateur prévaut. Cependant, cette règle d'interprétation n'est pas applicable dans le cadre des procédures intentées par des organisations ayant pour objet de protéger les intérêts des consommateurs.

L'article 5 du projet semble, au contraire, indiquer que cette règle d'interprétation joue également dans cette dernière hypothèse.

De l'avis du fonctionnaire délégué, telle est la volonté de l'auteur du projet.

La directive ne fait pas obstacle à des dispositions plus strictes pour assurer un niveau de protection plus élevé au consommateur (article 8 de la directive).

Article 6.

1. Les termes "outre les recours de droit commun et sans exclusion de la compétence ordinaire du juge du

fond" sont inutiles dans la mesure où l'action en cessation est une action spécifique qui n'écarte en rien les autres voies de recours.

Il convient de s'inspirer des articles 95 de la loi du 14 juillet 1991, précitée, et 4 de la loi du 21 octobre 1992, précitée qui ne contiennent pas de réserve semblable. De plus, le commentaire réservé à l'article 6 dans l'exposé des motifs précise que :

> "Cette compétence du Président du tribunal de première instance de constater l'existence d'une clause abusive et d'ordonner la cessation de son utilisation, ne porte pas préjudice à la compétence du juge du fond de constater la nullité d'une clause qu'il déclare abusive".

Il convient de compléter le commentaire d'autant plus qu'il s'agit en l'occurrence de relations contractuelles.

2. Plutôt que de viser certains paragraphes de l'article 3 du projet, il convient d'y faire référence dans sa globalité.

Article 7.

1. Il convient de compléter la première phrase de l'article 7 du projet en indiquant :

"Art. 7. L'action en cessation visée à l'article 6 est formée à la demande : ".

2. Il convient de rédiger le deuxième alinéa de l’article 7 du projet de la manière suivante :

"Par dérogation aux articles 17 et 18 du Code judiciaire, les associations et groupements visés à l’alinéa 1er, 2° et 3°, peuvent ...".

3. Il serait préférable de rédiger le texte néerlandais de l’alinéa 3 ainsi qu’il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 8.

1. Il convient de compléter le premier alinéa de l’article 8 du projet, de la manière suivante :

"Art. 8. L’action en cessation visée à l’article 6 ...".

2. Le deuxième alinéa sera complété de la manière suivante :

"..., conformément aux articles 1034ter à 1034sexies du Code judiciaire".

Chapitre V.

Mieux vaut rédiger l'intitulé français du chapitre V de la manière suivante :

"Chapitre V. Dispositions pénales".

Article 11.

En vertu de l'article 6, § 2, de la directive précitée,

> "Les Etats membres prennent les mesures nécessaires pour que le consommateur ne soit pas privé de la protection accordée par la présente directive du fait du choix du droit d'un pays tiers comme droit applicable au contrat, lorsque le contrat présente un lien étroit avec le territoire des Etats membres".

L'article 11 du projet reproduit cette disposition en indiquant que, lorsque les parties font choix du droit d'un pays tiers comme droit applicable à leur contrat, cela ne peut avoir pour effet de priver le client de la protection accordée par la loi belge (en projet) lorsque ce contrat présente un lien étroit avec le territoire belge.

La question qui se pose dans le cas d'espèce est de déterminer si l'article 11 du projet transpose correctement l'article 6, § 2, de la directive.

Il ressort des explications du fonctionnaire délégué que, dans la notification qu'elle a adressée à l'Etat belge, le 1er avril 1996, à propos de la transposi-

tion en droit belge de la directive n○ 93/13/CEE, la Commission a estimé que "la notion de" lien étroit "au sens de l'article 6, § 2, de la directive" est différente du critère de la résidence ordinaire du consommateur et que l'article 5 de la Convention de Rome (1) ne suffisait pas davantage à transposer cette disposition.

L'article 5 de cette convention se réfère à la notion de résidence habituelle du consommateur qui est également différente de celle de "lien étroit".

En conséquence, la commission semble souhaiter que "la loi belge indique que le choix du droit du pays tiers comme droit applicable au contrat ne doit pas priver le consommateur de la protection accordée par la directive lorsque le contrat présente un lien étroit avec le territoire des Etats membres".

A cette fin, l'article 11 du projet est évidemment insuffisant puisqu'il n'envisage que le cas du lien étroit avec la Belgique.

Par ailleurs, la suggestion faite par la commission ne peut pas non plus être purement et simplement reprise par la législation belge car en ne précisant pas la notion de lien étroit, elle présente l'inconvénient de s'en remettre à l'appréciation souveraine du juge du fond et donc de laisser les parties ignorer les limites de l'autonomie de leur volonté, ignorance qui les prive de la possibilité de prévoir, de façon sûre, l'effet de leurs stipulations contractuelles.

---

(1) approuvée par la loi belge du 14 juillet 1987.

Il est donc nécessaire de préciser les cas dans lesquels le contrat présente un lien étroit avec un Etat membre.

Un moyen simple de le faire est de considérer qu'un Etat a un lien étroit avec le contrat dans tous les cas où la loi de cet Etat devrait être tenue pour applicable au contrat ou à une partie de celui-ci en vertu du droit international privé belge qui se trouve être en cette matière, depuis la loi du 14 juillet 1987, la Convention de Rome sur la loi applicable aux obligations contractuelles.

Ainsi, chaque fois que la loi d'un Etat membre protectrice du client devrait s'appliquer en Belgique en vertu des articles 3, 4, 5 ou 7 de la Convention de Rome, et que cette loi protège le client mieux que la loi choisie par lui, elle s'appliquera de préférence à la loi choisie.

Le texte suivant est proposé :

"Art. .... L'application d'une loi d'un Etat tiers à l'Union européenne choisie par les parties comme loi applicable à leur contrat, ne peut priver le client de la protection que lui procure la loi d'un Etat membre de l'Union européenne, qui, en vertu du droit international privé applicable en Belgique, s'appliquerait au contrat à défaut de choix".

Une telle disposition présente l'avantage de recourir à une technique de protection déjà utilisée par la Convention de Rome, technique d'ailleurs reprise par la loi qui a transposé la directive 93/13 dans la législation du Danemark.

Article 12.

Il est proposé de rédiger l'article comme suit :

"Art. 12. L'article 587 du Code judiciaire, modifié par les lois des 20 juillet 1971, 21 octobre 1992, 8 décembre 1992 et 12 janvier 1993, est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 587. Le président du tribunal de première instance statue :

1° sur les contestations prévues par la loi du 20 juillet 1971 sur les funérailles et sépultures;

2° sur les demandes prévues par l'article 68 de la loi du 29 mars 1962 organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme;

3° sur les demandes prévues à l'article 4 de la loi du 21 octobre 1992 relative à la publicité trompeuse en ce qui concerne les professions libérales;

4° sur les demandes prévues à l'article 14 de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel;

5° sur les demandes formées conformément à la loi du 12 janvier 1993 concernant un droit d'action en matière de protection de l'environnement;

6° sur les demandes prévues à l'article 6 de la loi du ... relative aux clauses abusives dans les contrats conclus avec leurs clients par les titulaires de professions libérales.

Sauf si la loi en dispose autrement, les demandes prévues au premier alinéa sont introduites et instruites selon les formes du référé"".

Observation finale.

Le texte néerlandais de certains articles est susceptible d'amélioration. A titre d'exemple, certaines propositions à ce sujet sont faites dans la version néerlandaise du présent avis.

---

Algemene opmerking.

Zoals aangegeven in de memorie van toelichting beoogt het ontwerp van wet de nodige maatregelen te treffen teneinde onze nationale wetgeving op het stuk van de vrije beroepen in overeenstemming te brengen met richtlijn 93/13/EEG van de Raad van 5 april 1993 betreffende oneerlijke bedingen in consumentenovereenkomsten.

> "Ten aanzien van de beroepen verbonden met de handel, de nijverheid en de ambachten, houdt de wet dd. 14 juli 1991 betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en bescherming van de consument, reeds een reglementering van de oneerlijke bedingen in; de Minister van Economische Zaken zal de eventuele noodzakelijkheid om die wet in functie van de richtlijn aan te passen, beoordelen" (1).

Het ontwerp bepaalt zich dus tot de overeenkomsten gesloten met de beoefenaars van een vrij beroep en vormt slechts een gedeeltelijke omzetting van de voornoemde richtlijn.

*

Onderzoek van het ontwerp.

Opschrift.

Het zou beter zijn het opschrift als volgt te stellen : "... gesloten tussen beoefenaars van een vrij beroep en hun cliënten".

---

(1) Memorie van toelichting, blz. 2.

Artikel 1.

1. Artikel 1, eerste lid, moet als volgt worden gesteld :

"Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet, met uitzondering van de artikelen 6 en 12, die een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet regelen".

2. Voorgesteld wordt het tweede lid als volgt te stellen :

"Zij brengt de beginselen ten uitvoer van richtlijn nr. 93/13/EEG van de Raad van 5 april 1993 betreffende oneerlijke bedingen in consumentenovereenkomsten, voor de contractuele betrekkingen van de beoefenaars van een vrij beroep met hun cliënten".

Artikel 2.

Onderdeel 1° van artikel 2 van het ontwerp moet worden aangevuld, waarbij erop gewezen moet worden dat het de wet van 18 maart 1965 op het ambachtsregister" en de "wet van 14 juli 1991 betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en bescherming van de consument" betreft.

Artikel 3.

1. In paragraaf 1, eerste lid, schrijve men : "Verboden en nietig is ieder oneerlijk beding in een overeenkomst gesloten tussen de beoefenaar van een vrij beroep handelend in het kader van zijn beroepsactiviteit en diens cliënt".

2. In artikel 3, § 1, tweede lid, van het ontwerp moeten de woorden "voor het overige" als overbodig vervallen.

3. In paragraaf 3, eerste lid, moet het woord "dientengevolge" als overbodig vervallen. In het tweede lid van dezelfde paragraaf moet het woord "niettemin" vervallen.

4. Met het oog op eenvormigheid met de wet van 14 juli 1991 betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en bescherming van de consument moeten in het dispositief van het ontwerp de bedingen bedoeld in de punten 1 en 2 van de bijlage bij het ontwerp worden ingevoegd. Artikel 3, § 4, van het ontwerp kan als volgt worden gesteld :

"Verboden en nietig zijn de bedingen die, ook al is erover onderhandeld, inzonderheid tot doel of tot gevolg hebben :

1° ...
2° ...
3° ...
....
17°".

Voor de onderscheiden bedingen die aldus worden omschreven moeten de woorden "verkoper" en "consument" respectievelijk vervangen worden door de woorden "beoefenaar van een vrij beroep" en "cliënt".

Artikel 5.

Artikel 5 van het ontwerp neemt artikel 5 van de richtlijn over, doch onvolledig. Artikel 5 van de richtlijn bepaalt immers dat in geval van twijfel over de betekenis van een beding, de voor de consument gunstigste interpretatie prevaleert. Die uitleggingsregel is evenwel niet van toepassing in het kader van de procedures ingesteld door organisaties die tot doel hebben de belangen van de consument te beschermen.

Artikel 5 van het ontwerp lijkt integendeel aan te geven dat die uitleggingsregel eveneens geldt in het laatstgenoemde geval.

De gemachtigde ambtenaar, om uitleg gevraagd, heeft geantwoord dat zulks de wil was van de steller van het ontwerp.

De richtlijn staat er niet aan in de weg dat strengere bepalingen worden aangenomen ter verhoging van het beschermingsniveau van de consument (artikel 8 van de richtlijn).

Artikel 6.

1. De woorden "Behalve de vorderingen van gemeen recht en zonder uitsluiting van de gewone bevoegdheid van de rechter ten gronde" zijn overbodig in zoverre de vordering tot staking een specifieke rechtsvordering is die de overige verweermiddelen geenszins uitsluit.

Men dient zich te baseren op artikel 95 van de voornoemde wet van 14 juli 1991 en op artikel 4 van de voornoemde wet van 21 oktober 1992, die een zodanig voorbehoud niet bevatten. Bovendien staat in de commentaar op artikel 6 in de memorie van toelichting te lezen :

> "Die bevoegdheid van de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg om het bestaan van een oneerlijk beding vast te stellen en de staking van het gebruik van dit beding te bevelen doet geen afbreuk aan de bevoegdheid van de rechter ten gronde om de nietigheid vast te stellen van het beding dat hij oneerlijk verklaart".

De commentaar moet worden aangevuld, te meer daar het in het onderhavige geval contractuele betrekkingen betreft.

2. Veeleer dan te verwijzen naar bepaalde paragrafen van artikel 3 van het ontwerp, moet naar artikel 3 in zijn geheel worden verwezen.

Artikel 7.

1. De eerste zin van artikel 7 van het ontwerp moet als volgt worden aangevuld :

"Art. 7. De in artikel 6 bedoelde vordering tot staking wordt ingesteld op verzoek van :".

2. Het tweede lid van artikel 7 van het ontwerp moet als volgt worden gesteld :

"In afwijking van de artikelen 17 en 18 van het Gerechtelijk Wetboek kunnen de verenigingen en groeperingen bedoeld in het eerste lid, 2° en 3°, in rechte optreden ...".

3. Het zou beter zijn het derde lid als volgt te stellen :

"De vordering ingesteld op verzoek van een vereniging bedoeld in het eerste lid, 3°, kan ... tegen verscheidene beoefenaars van hetzelfde vrije beroep of tegen hun beroepsverenigingen ... of van soortgelijke algemene contractuele bedingen".

Artikel 8.

1. Het eerste lid van artikel 8 van het ontwerp moet als volgt worden aangevuld :

"Art. 8. De in artikel 6 bedoelde vordering tot staking ...".

2. Het tweede lid moet als volgt worden aangevuld :

"Ze kan worden ingesteld ..., overeenkomstig de artikelen 1034ter tot 1034sexies van het Gerechtelijk Wetboek".

Hoofdstuk V.

Het zou beter zijn de Franse lezing van het opschrift van hoofdstuk V als volgt te stellen :

"Chapitre V. Dispositions pénales".

Artikel 11.

Artikel 6, lid 2, van de voornoemde richtlijn bepaalt :

"De Lid-Staten nemen de nodige maatregelen om ervoor te zorgen dat de consument de door deze richtlijn geboden bescherming niet wordt ontzegd door de

keuze van het recht van een derde land als recht dat op de overeenkomst van toepassing is, wanneer er een nauwe band bestaat tussen de overeenkomst en het grondgebied van een Lid-Staat".

Artikel 11 van het ontwerp neemt die bepaling over door te bepalen dat wanneer de partijen het recht van een derde land kiezen als zijnde het recht dat op hun overeenkomst van toepassing is, zulks niet tot gevolg mag hebben dat de cliënt de door de (ontworpen) Belgische wet geboden bescherming wordt ontzegd wanneer tussen de overeenkomst en het Belgisch grondgebied een nauwe band bestaat.

In het onderhavige geval rijst de vraag of artikel 11 van het ontwerp artikel 6, lid 2, van de richtlijn deugdelijk omzet.

Uit de toelichtingen van de gemachtigde ambtenaar blijkt dat de Commissie in de mededeling die ze op 1 april 1996 aan de Belgische Staat gericht heeft met betrekking tot de omzetting van richtlijn nr. 93/13/EEG in het Belgische recht, geoordeeld heeft dat het begrip "nauwe band" in de zin van artikel 6, lid 2, van de richtlijn verschillend is van het criterium van de gewone verblijfplaats van de consument en dat artikel 5 van het Verdrag van Rome (1) evenmin volstond om die bepaling om te zetten.

Artikel 5 van dat Verdrag verwijst naar het begrip "gewone verblijfplaats" van de consument, die eveneens verschillend is van het begrip "nauwe band".

---

(1) Goedgekeurd bij de Belgische wet van 14 juli 1987.

De Commissie lijkt bijgevolg te wensen "(que) la loi belge indique que le choix du droit du pays tiers comme droit applicable au contrat ne doit pas priver le consommateur de la protection accordée par la directive lorsque le contrat présente un lien étroit avec le territoire des Etats membres".

Daartoe is artikel 11 van het ontwerp uiteraard ontoereikend, daar het alleen het geval van de nauwe band met België beschouwt.

Bovendien kan het door de Commissie gedane voorstel niet zo maar worden overgenomen in de Belgische wetgeving, daar dit voorstel, doordat het het begrip "nauwe band" niet preciseert, het nadeel vertoont zich te verlaten op de soevereine beoordeling van de bodemrechter en de partijen bijgevolg in het ongewisse laat over de grenzen van hun wilsautonomie, waardoor ze de gevolgen van de contractuele bedingen niet met zekerheid kunnen voorzien.

Het is dus nodig te preciseren in welke gevallen de overeenkomst een nauwe band vertoont met een Lid-Staat.

Een eenvoudige manier daartoe bestaat erin te beschouwen dat een Staat een nauwe band met de overeenkomst vertoont in alle gevallen waarin de wet van die Staat geacht wordt toepasselijk te zijn op de overeenkomst of op een gedeelte ervan, zulks krachtens het Belgisch internationaal privaatrecht, dat sedert de wet van 14 juli 1987 in deze aangelegenheid het Verdrag van Rome is inzake het recht dat van toepassing is op verbintenissen uit overeenkomst.

Telkens wanneer de wet van een Lid-Staat, die beoogt de klant te beschermen, krachtens de artikelen 3, 4, 5 of 7 van het Verdrag van Rome aldus toepassing moet vinden in België en ze de klant beter beschermt dan de wet die door deze laatste is gekozen, zal deze wet toepasselijk zijn bij voorrang boven de gekozen wet.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Art. .... De toepassing van een wet van een Staat die geen lid is van de Europese Unie, die door de partijen gekozen is als de wet toepasselijk op hun overeenkomst, mag de klant niet de bescherming onthouden die de wet van een Lid-Staat van de Europese Unie, die bij ontstentenis van keuze krachtens het in België toepasselijke internationaal privaatrecht van toepassing zou zijn op de overeenkomst, hem verleent".

Zulk een bepaling biedt het voordeel dat een methode van bescherming wordt aangewend die reeds is omschreven in het Verdrag van Rome en die overigens overgenomen is in de wet waarbij richtlijn 93/13 omgezet is in de Deense wetgeving.

Artikel 12.

Voorgesteld wordt dit artikel als volgt te stellen :

"Art. 12. Artikel 587 van het Gerechtelijk Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 20 juli 1971, 21 oktober 1992,

8 december 1992 en 12 januari 1993, wordt vervangen als volgt :

Art. 587. De voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg doet uitspraak :

1° over de geschillen bedoeld in de wet van 20 juli 1971 op de begraafplaatsen en de lijkbezorging;

2° over de vorderingen bedoeld in artikel 68 van de wet van 29 maart 1962 houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en de stedebouw;

3° over de vorderingen bedoeld in artikel 4 van de wet van 21 oktober 1992 betreffende de misleidende reclame inzake de vrije beroepen;

4° over de vorderingen bedoeld in artikel 14 van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens;

5° over de vorderingen ingesteld overeenkomstig de wet van 12 januari 1993 betreffende een vorderingsrecht inzake bescherming van het leefmilieu;

6° over de vorderingen bedoeld in artikel 6 van de wet van ... betreffende oneerlijke bedingen in overeenkomsten gesloten tussen beoefenaars van een vrij beroep en hun cliënten.

Behoudens andersluidende wetsbepalingen worden de vorderingen bedoeld in het eerste lid ingesteld en behandeld naar de vormen van het kortgeding".

Slotopmerking.

De Nederlandse tekst van sommige artikelen is voor verbetering vatbaar. Zo bijvoorbeeld vervange men in het gehele ontwerp de woorden "titularis van een vrij beroep" door de woorden "beoefenaar van een vrij beroep". In artikel 2, 3°, schrijve men "de beroepsorde die of het beroepsinstituut dat ...". In artikel 3, § 2, schrijve men "Oneerlijk is ieder beding ...". In artikel 3, § 3, schrijve men "algehele beoordeling" in plaats van "globale beoordeling". In artikel 4, eerste lid, schrijve men "Voor de beoordeling van het oneerlijke karakter van een beding ... rond het sluiten van de overeenkomst ...", en in het tweede lid schrijve men eveneens "oneerlijke karakter" in plaats van "oneerlijk karakter".

---

| | | |
|---|---|---|
| La chambre était composée de | | De kamer was samengesteld uit |
| Messieurs<br>de Heren | J.-J. STRYCKMANS, | président,<br>voorzitter, |
| | Y. BOUCQUEY,<br>Y. KREINS, | conseillers d’Etat,<br>staatsraden, |
| | J. DE GAVRE,<br><br>P. GOTHOT, | assesseurs de la section de législation,<br>assessoren van de afdeling wetgeving, |
| Madame<br>Mevrouw | J. GIELISSEN, | greffier,<br>griffier. |

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par M. M. PAUL, auditeur adjoint. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par Mme P. VANDERNACHT, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. M. PAUL, adjunct-auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door Mevr. P. VANDERNACHT, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. GIELISSEN.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J.-J. STRYCKMANS.

.../...